

MIGRANTS : REFUSONS UN CYNISME MORTEL

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 2 MARS 2020

Depuis plusieurs jours, un nombre important de personnes en grande détresse affluent aux frontières entre la Turquie et la Grèce.

Ces mouvements semblent être délibérément « accompagnés » par les autorités turques. Il ne fait aucun doute que Recep Tayyip Erdoğan instrumentalise à nouveau la question des réfugiés pour exercer une pression sur les enjeux militaires et diplomatiques liés au sort du nord de la Syrie.

De fait, près de quatre millions de réfugiés, majoritairement syriens, sont aujourd'hui sur le territoire turc, ce qui en fait le premier pays d'accueil au monde pour les réfugiés.

La situation de la crise aux frontières s'enracine dans le déni de réalité dans lequel l'Union européenne (UE) se complait depuis 2015, en refusant de voir que cette « crise » qui se joue à ses frontières n'est pas celle des réfugiés mais celle de leur accueil. Cet aveuglement, la fermeture des frontières qui l'accompagne, sont autant d'obstacles à la mise en place d'un accueil digne pour celles et ceux qui fuient la guerre en Syrie et les situations de tension dans les pays environnants. Alors qu'elle est la zone économique la plus riche du monde, l'UE choisit d'ignorer les drames qui se jouent et ceux que son aveuglement prépare.

Dans ce contexte, la réaction des autorités grecques est humainement catastrophique et politiquement inacceptable avec la suspension du droit d'asile et le déploiement des forces militaires.

Plusieurs milliers de personnes semblent aujourd'hui prises au piège, coincées entre les deux frontières. Alors que leur nombre ne cesse d'augmenter, la seule réaction des autorités grecques consiste à arrêter et condamner comme passeurs un certain nombre d'entre elles.

Il n'est pas possible de fermer les yeux. Pas possible de laisser mourir des milliers de personnes sans pousser un cri d'alarme. Pas possible de laisser s'installer une sorte d'indifférence assassine et déshonorante.

L'Europe a tout à gagner à agir, à faire le nécessaire pour faire montre d'humanité à la hauteur des besoins. Elle a politiquement tout à perdre en détournant le regard.

Il est encore temps d'agir. La Ligue des droits de l'Homme (LDH) presse le gouvernement français de ne ménager aucun effort pour pousser ses partenaires européens à aller dans ce sens.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

